



CHAPITRE 32

Loi modifiant la Loi pour assurer le progrès de l'éducation

[Sanctionnée le 20 mars 1947]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1946, c. 21, a. 1, am. **1.** L'article 1 de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21) est modifié en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

"dettes", "*d*" "dettes": tout emprunt contracté par une corporation scolaire avant le 17 avril 1946;"

1946, c. 21, a. 2, am. **2.** L'article 2 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du second alinéa, les mots et chiffre "à l'article 3" par les mots et chiffres "aux articles 3 et 3a".

Id., a. 3a, aj. **3.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 3, le suivant:

Taxe payable par certaines compagnies. **"3a.** Pour l'année civile 1947 et pour chaque année subséquente,

a) toute compagnie faisant dans la province le raffinage du pétrole devra payer annuellement au trésorier de la province une taxe de un tiers de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

b) toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant dans la province un réseau téléphonique ou une partie d'un réseau téléphonique et dont le capital versé excède un million de dollars devra payer

CHAPTER 32

An Act to amend the Act to insure the progress of education

[Assented to, the 20th of March, 1947]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act to insure the progress of education, (10 George VI, chapter 21), is amended by replacing paragraph *d* thereof by the following:

"*d*. "debts": any loan contracted by a school corporation before the 17th of April, 1946;"

2. Section 2 of the said act is amended by replacing, in the fourth and fifth lines of the second paragraph, the word and figure "section 3", by the words and figures "sections 3 and 3a".

3. The said act is amended by adding thereto, after section 3, the following:

"3a. For the civil year 1947 and for each subsequent year,

a. every company refining petroleum in the province shall pay annually to the Provincial Treasurer a tax of one-third of one per centum on the amount of its paid-up capital;

b. every company owning, operating or utilizing, in the province, a telephone system or part of a telephone system and whose paid-up capital is in excess of one million dollars shall pay annually to the

Tax on certain companies.

annuellement au trésorier de la province une taxe de un tiers de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie.

Provincial Treasurer a tax of one-third of one per centum on the amount of its paid-up capital.

"capital versé".

Les mots "capital versé", dans le présent article, ont le même sens que celui qui leur est attribué par le paragraphe 3° de l'article 2 du chapitre 77 des Statuts refondus de Québec, 1941.

The words "paid-up capital", in the present section, have the same meaning as that given by paragraph 3 of section 2 of chapter 77 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Exigibilité.

Les taxes prévues par le présent article sont exigibles le premier octobre de chaque année. Elles sont basées, dans le cas de chaque compagnie, sur son capital versé tel qu'établi à la fin de sa dernière année financière précédant la date de l'exigibilité de ces taxes.

The taxes provided by the present section are exigible on the first of October of each year. Such taxes are based, in the case of each company, on its paid-up capital as determined at the end of its last fiscal year preceding the date when such taxes are payable.

Calcul.

Pour les fins du calcul de ces taxes, le capital versé est réduit dans la proportion des revenus bruts reçus par la compagnie de sources extérieures à la province par rapport au montant total de ses revenus bruts.

For the purposes of computing such taxes, the paid-up capital is reduced in the proportion of the gross revenues received by the company from sources outside of the province in relation to the total amount of its gross revenues.

Rapports.

Toute compagnie visée par le présent article devra, lors du paiement de ces taxes, sans avis ou demande, faire au trésorier de la province le ou les rapports qu'il prescrit."

Every company contemplated by the present section shall, at the time of the payment of these taxes, without notice or demand, deliver to the Provincial Treasurer any and all returns he prescribes."

1946, c. 21, a. 7, am.

4. L'article 7 de ladite loi est modifié
a) en ajoutant après le mot "dettes", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "soit en les payant, soit";

4. Section 7 of the said act is amended:
a. by adding after the word "debts", in the fourth line of the first paragraph, the words "either by paying them, or";

Modalités.

b) en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

b. by replacing the second paragraph thereof by the following paragraphs:

"Les obligations émises pour les fins de cette réorganisation le sont par la commission et en son nom et sont signées par le président et le secrétaire de la commission; le terme d'échéance de ces obligations doit être d'au plus trente ans, leur taux d'intérêt ne doit pas excéder trois et quart pour cent et elles doivent porter un certificat attestant la garantie du gouvernement prévue à l'article 9.

"The bonds or debentures issued for the purposes of such reorganization shall be so issued by the Commission in its own name and shall be signed by the president and the secretary of the Commission; the date of maturity of these bonds or debentures shall be at most thirty years, their rate of interest shall not exceed three and one-quarter per cent and they shall bear a certificate attesting the guarantee of the Government as contemplated in section 9.

Signatures.

"Les signatures sur les obligations, sur les coupons d'intérêt et sur le certificat de garantie peuvent être imprimées, gravées ou lithographiées."

"The signatures on these bonds or debentures, on the interest coupons and on the certificate of guarantee may be printed, engraved or lithographed."

1946, c. 21, a. 10, am.

5. L'article 10 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

5. Section 10 of the said act is amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

Païement. "10. Le capital et les intérêts des obligations émises pour les fins de toute réorganisation financière prévue par la présente loi, ainsi que tous les paiements à faire à l'occasion d'une telle réorganisation, sont payés à même le fonds d'éducation créé par l'article 2."

Payment. "10. The capital and interest of the bonds or debentures issued for any financial reorganization contemplated in this act, as well as all payments to be made in connection with such reorganization, shall be paid out of the education fund created by section 2."

1946, c. 21, a. 15, remp.
Corporation scolaire en défaut.

6. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"15. Lorsqu'une corporation scolaire a été déclarée en défaut en vertu de l'article 6 ou lorsqu'elle a déclaré se prévaloir de la présente loi en vertu de l'article 22,

a) elle ne peut ni être poursuivie pour une dette comprise dans la réorganisation financière, ni contracter ou renouveler des emprunts, ni prendre des engagements qui comportent des emprunts, ni augmenter le taux de sa cotisation foncière sans l'autorisation de la commission et aux conditions que cette dernière détermine;

b) elle doit soumettre ses budgets à la commission et ils sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été approuvés par cette dernière;

c) elle doit imposer, prélever et percevoir chaque année les cotisations nécessaires pour faire face à ses dépenses.

Responsabilité. Tout membre ou officier d'une corporation scolaire qui autorise une dépense ou un paiement non prévu au budget sans l'autorisation de la commission ou de son délégué est personnellement responsable de cette dépense ou paiement."

1946, c. 21, a. 16, am.

7. L'article 16 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les neuvième, dixième et onzième lignes, les mots "du lieutenant-gouverneur en conseil, accordée sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine" par les mots "de la commission et aux conditions qu'elle détermine."

Id., a. 18, am.

8. L'article 18 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, le millésime "1946" par les mots et chiffres "scolaire finissant le 30 juin 1946".

Id., a. 19, am.

9. L'article 19 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

6. Section 15 of the said act is replaced by the following:

"15. When a school corporation has been declared in default in virtue of section 6 or when it has declared its intention of availing itself of the present act under section 22, such corporation:

a. may neither be sued for a debt comprised in the financial reorganization, nor can it contract or renew loans (*emprunts*) nor assume undertakings entailing loans, nor increase the rate of its land taxes without the authorization of the Commission and upon such conditions as the latter determines;

b. must submit its budgets to the Commission and such budgets shall be of no effect until such time as they shall have been approved by the said Commission;

c. must each year impose, levy and collect the taxes necessary to meet its expenses.

Any member or officer of a school corporation who, without the authorization of the Commission or its delegate, authorizes an expenditure or a payment not provided in the budget, is personally liable for such expenditure or payment."

7. Section 16 of the said act is amended by replacing, in the ninth, tenth, eleventh and twelfth lines thereof, the words "Lieutenant-Governor in Council granted on the recommendation of the Commission and upon conditions he may determine" by the words "Commission and upon conditions it may determine".

8. Section 18 of the said act is amended by replacing, in the seventh line thereof, the word and figures "year 1946" by the words and figures "school year ending on the 30th of June, 1946".

9. Section 19 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

1946, c. 21, s. 15, replaced.
School corporation in default.

Responsibility.

1946, c. 21, s. 16, am.

Id., s. 18, am.

Id., s. 19, am.

Exclusi-
vité.

"Les taxes imposées par l'article 3a doivent être supportées exclusivement par les compagnies à qui la présente loi les impose et aucune d'elles ne peut, nonobstant toute entente ou convention contraire, en réclamer, directement ou indirectement, le remboursement de qui que ce soit, ni augmenter le taux de ses services ou, selon le cas, le prix de ses produits ou marchandises, par suite de la contribution qu'elle verse ou est appelée à verser au fonds d'éducation."

1946,
c. 21,
a. 21,
remp.Cessation
du défaut.

10. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"21. Une corporation scolaire cesse d'être considérée en défaut au sens de la présente loi à compter de la date que détermine la commission."

1946,
c. 21,
a. 24, am.

11. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Résidu.

"Tout résidu de ce fonds inutilisé au trente-un mars de l'année 1947 et de chaque année subséquente sera versé au fonds consolidé du revenu et appliqué à des fins d'éducation pour et pendant l'exercice financier suivant."

1946,
c. 21,
a. 26, am.

12. L'article 26 de la dite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "de cette nature" par les mots "ayant trait à la fixation des salaires et aux conditions de travail du personnel enseignant et des autres employés d'une corporation scolaire".

Id., a. 27,
ab.

13. L'article 27 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 32,
am.

14. L'article 32 de ladite loi est modifié en remplaçant les chiffres et mot "25, 26 et 27" par les chiffres et mot "25 et 26".

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"The taxes imposed by section 3a shall be borne exclusively by the companies to which this act imposes them and none of these companies may, notwithstanding any agreement or understanding to the contrary, claim, directly or indirectly, the reimbursement thereof from anyone, nor can it increase the rate of its services or, as the case may be, the price of its products or merchandise, by reason of the contribution it pays or may be called upon to pay to the education fund."

Exclusi-
vity.

10. Section 21 of the said act is replaced by the following:

1946,
c. 21,
s. 21, re-
placed.Ceasing of
default.

"21. A school corporation shall cease to be considered in default within the meaning of this act as from the date which the Commission determines."

11. Section 24 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

1946,
c. 21,
s. 24, am.

Balance.

"Any balance of such fund which is unused on the thirty-first day of March of the year 1947 and of each subsequent year shall be paid into the consolidated revenue fund and applied for educational purposes for and during the following fiscal year."

12. Section 26 of the said act is amended by replacing, in the third line thereof, the words "of such nature" by the words "pertaining to the fixing of salaries and working conditions of the teaching staff and other employees of a school corporation".

1946,
c. 21,
s. 26, am.

13. Section 27 of the said act is repealed.

Id., s. 27,
repealed.

14. Section 32 of the said act is amended by replacing the figures and word "25, 26 and 27", by the figures and word "25 and 26".

Id., s. 32,
am.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.